



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1996/L.75  
19 avril 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-deuxième session  
Points 8 et 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES  
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN  
PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Allemagne, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, Lettonie\* et République  
tchèque\* : projet de résolution

1996/... La situation des droits de l'homme en République de  
Bosnie-Herzégovine, dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine,  
en République de Croatie et en République fédérative  
de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des  
droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et  
tous les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme et au  
droit international humanitaire,

Réaffirmant toutes les résolutions pertinentes adoptées à ce sujet par  
elle-même, par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, notamment ses  
propres résolutions 1992/S-1/1 du 14 août 1992, 1995/35 du 3 mars 1995 et

---

\* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur  
des commissions techniques du Conseil économique et social.

1995/89 du 8 mars 1995, en particulier son paragraphe 3, les résolutions 50/190 et 50/193 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1995, et les résolutions 1031 (1995) et 1035 (1995) du Conseil de sécurité, en date respectivement des 15 et 21 décembre 1995,

Sérieusement préoccupée par la tragédie humaine qui s'est déroulée en République de Bosnie-Herzégovine et également en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), par les violations massives et systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui y ont été associées, y compris les actes de génocide, et en particulier les violations commises dans le cadre de la pratique systématique du nettoyage ethnique, directement à l'origine de la grande majorité des violations des droits de l'homme qui y ont été commises,

Convaincue que le fait de dresser un état détaillé et objectif des violations des droits de l'homme contribuera à instaurer la confiance entre les parties, au profit de la réconciliation et de la démocratisation,

Soulignant l'importance de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales,

Constatant le travail important réalisé par le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, créé en application des résolutions 808 (1993) et 827 (1993) du Conseil de sécurité, en date respectivement des 22 février 1993 et 25 mai 1993,

Constatant que, s'il est vrai que des individus relevant de toutes les parties au conflit ont commis des atrocités, un nombre considérable de Serbes de Bosnie, dont des dirigeants militaires et civils, et des combattants à tous les niveaux, sont responsables de la plupart des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire depuis le début du conflit,

Appuyant sans réserve l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine (l'"Accord-cadre") et ses annexes, paraphés à Dayton (Ohio) le 21 novembre 1995, et signés à Paris le 14 décembre 1995 (appelés collectivement "Accord de paix") (A/50/790-S/1995/999), et l'Accord fondamental concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental, signé le 12 novembre 1995 (S/1995/951, annexe), ainsi que la résolution 1037 (1995) du Conseil de sécurité portant création de l'Administration transitoire de la Slavonie orientale,

Convaincue que le bon fonctionnement des mécanismes mis en place conformément à l'annexe 6 de l'Accord de paix, en particulier de la Commission des droits de l'homme pour la Bosnie-Herzégovine et ses deux organes, la Chambre des droits de l'homme et le Bureau du Médiateur, qui constituent les éléments centraux de la protection des droits de l'homme, contribueront à poser les fondements d'une société démocratique, pluriethnique, dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine,

Appuyant les efforts déployés par la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, chargée de contrôler et de renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine, pour instaurer un climat de dialogue et de confiance entre ses peuples, et de contribuer à un environnement propice à l'organisation d'élections libres et régulières,

Consternée par le nombre impressionnant de personnes portées disparues, dont beaucoup ont peut-être été enterrées dans des charniers, en raison de la pratique persistante du nettoyage ethnique et du conflit armé dont le territoire de l'ex-Yougoslavie a été le théâtre, en particulier l'Etat de Bosnie-Herzégovine et la République de Croatie,

Accueillant avec satisfaction le rapport de l'expert, membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, sur le dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (E/CN.4/1996/36), ainsi que la création du Groupe d'experts chargé de la question des personnes dont on est sans nouvelles et des exhumations, présidé par le bureau du Haut Représentant,

Se félicitant des efforts positifs entrepris par le Comité international de la Croix-Rouge pour restaurer des liens entre membres de familles séparées par le conflit, retrouver la trace de personnes dont on est sans nouvelles et d'informer leur famille de ce qu'elles sont devenues,

Félicitant par ailleurs le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'action qu'elle a menée à l'appui de l'opération humanitaire pendant le conflit et pour les activités qu'elle a entreprises en vue de l'application de l'annexe 7 de l'Accord de paix,

Réaffirmant l'importance vitale de la liberté de circulation et du droit de retour de toutes les personnes et prenant acte des engagements pris dans l'Accord de paix (annexe 7), tendant à ce que les personnes aient le droit de regagner leur foyer dans des conditions de sécurité et de dignité et d'obtenir

la restitution de leurs biens ou d'être indemnisées pour les biens qui ne peuvent pas leur être restitués,

Encourageant la communauté internationale, agissant par le truchement de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, du Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales ainsi que sur le plan bilatéral, à continuer d'apporter un soutien humanitaire à la population de ces pays pour que des solutions durables soient trouvées en faveur des personnes déplacées et des réfugiés en engageant sans plus tarder un processus de retour pacifique, ordonné et échelonné dans le temps, et à se pencher de près sur le rapatriement des réfugiés et le retour des personnes déplacées, en prêtant particulièrement attention à la situation des femmes et des enfants concernés,

Accueillant avec satisfaction le fait que les parties à l'Accord de paix ont convenu de veiller à instaurer les conditions voulues pour tenir des élections libres et régulières, en particulier un environnement politiquement neutre, protéger le droit de voter au scrutin secret sans crainte ni intimidation, la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association,

Insistant sur le rapport qui existe entre le respect par les parties des engagements qu'elles ont pris en matière de droits de l'homme et la disposition de la communauté internationale à affecter des ressources à la reconstruction et au développement,

Sérieusement préoccupée par les violations graves et massives du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier à Srebrenica et à Zepa et dans leurs environs, et dans les régions de Banja Luka et Sanski Most, notamment massacres, détentions illégales et travail forcé, viols et expulsion de civils, signalées par le Rapporteur spécial et le Secrétaire général,

Profondément préoccupée par les informations contenues dans les rapports du Secrétaire général sur le viol et les sévices dont les femmes ont été victimes dans les zones de conflit armé en ex-Yougoslavie, en particulier en République de Bosnie-Herzégovine (A/48/858 et A/50/329),

Se déclarant particulièrement préoccupée par la situation des enfants et des personnes âgées ainsi que d'autres groupes vulnérables de ces pays,

Soulignant qu'une coopération effective des Gouvernements de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, de la République de Croatie et de la République fédérative

de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), avec le concours des parties et des organisations en mesure d'apporter leur aide, pour résoudre le problème des personnes portées disparues, représente une mise à l'épreuve critique de leur engagement envers le processus de paix et le rétablissement de la confiance dans la région,

Profondément préoccupée également par la situation des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), en particulier au Kosovo, mais aussi au Sandjak et en Voïvodine,

Se déclarant aussi préoccupée par la situation des droits de l'homme en République de Croatie, en particulier dans les anciens secteurs sud et nord des Nations Unies, en Slavonie orientale, en Baranja et dans le Srem occidental, et à ce propos se félicitant de la déclaration faite au sujet de la République de Croatie par le Président du Conseil de sécurité le 23 février 1996 (S/PRST/1996/8),

Soulignant le rôle important que les organisations et les chefs religieux devraient jouer en faveur de la réconciliation et encourageant les parties à trouver des moyens de reconstruire les lieux de culte et les sites culturels détruits au cours du conflit, en particulier dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'en République de Croatie,

Soulignant la nécessité pour tous les intervenants dans le domaine des droits de l'homme de coordonner leurs efforts,

#### I. Violations des droits de l'homme

1. Condamne dans les termes les plus énergiques toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les parties au conflit, en particulier dans les régions qui se trouvaient sous le contrôle des autorités auto-proclamées serbes de Bosnie et de Croatie, en particulier les violations massives et systématiques, y compris notamment le nettoyage ethnique systématique, les meurtres, les disparitions, les tortures, les viols, les détentions, les brutalités, les fouilles arbitraires, l'incendie et le pillage des habitations, le bombardement de quartiers d'habitation, les expulsions illégales et forcées et autres actes de violence visant à contraindre des individus à quitter leur foyer, et réaffirme que toutes les personnes qui planifient, commettent ou autorisent de tels actes en seront tenues personnellement responsables et devront en rendre compte;

2. Exprime son indignation devant le fait que la pratique abominable, délibérée et systématique du viol a servi d'arme de guerre en République de Bosnie-Herzégovine, constate que dans ces circonstances, le viol constitue un crime de guerre et demande que les victimes soient protégées et soignées, que les besoins particuliers des victimes de violences sexuelles soient respectés lors des enquêtes ouvertes sur les violations qui auraient été commises et des poursuites engagées à ce sujet, et que les coupables soient punis;

3. Se déclare préoccupée par la persistance des violations des droits de l'homme dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine et le retard apporté à l'application scrupuleuse des dispositions de l'Accord de paix relatives aux droits de l'homme, y compris :

a) les restrictions qui continuent d'être imposées à la liberté de circulation à la fois sur le territoire de la Republika Srpska, sur le territoire de la Fédération et entre la Republika Srpska et la Fédération;

b) les mesures qui portent préjudice au principe du droit de retour, y compris l'application d'une législation qui restreint les droits à revendiquer des biens relevant de la "propriété sociale" sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, les expulsions injustifiées de personnes de chez elles et la réinstallation de personnes déplacées dans des habitations qui, en vertu de l'accord conclu à Genève le 18 mars 1996, devraient demeurer vides pendant six mois;

c) la persistance des arrestations sans autorisation par toutes les parties de personnes soupçonnées de violations graves du droit international humanitaire en dépit de l'accord conclu par les parties à Rome le 18 février 1996, en vertu duquel il ne serait procédé à ces arrestations qu'une fois que le Tribunal international aurait examiné les mandats d'arrestation et les aurait jugés compatibles avec les normes de droit internationales;

## II. Tribunal international

4. Appuie sans réserve les efforts faits par le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et prie les Etats de continuer à mettre de toute urgence à la disposition du Tribunal des ressources suffisantes pour l'aider à s'acquitter de son mandat;

5. Exige de tous les Etats et parties à l'Accord de paix qu'ils assument l'obligation qu'ils ont contractée de coopérer sans réserve avec le Tribunal, comme le Conseil de sécurité le leur a demandé dans sa résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, y compris en ce qui concerne la remise des personnes recherchées par le Tribunal;

6. Se déclare indignée par le fait que les parties n'arrêtent ni ne livrent les personnes inculpées par le Tribunal, en violation de l'Accord de paix, exige de tous les Etats qu'ils arrêtent les intéressés, les placent en détention, fassent le nécessaire pour qu'ils soient confiés à la garde du Tribunal et veillent à ce que les témoins qui ont comparu devant le Tribunal soient protégés comme il convient, et prie instamment le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et les autorités de la Republika Srpska d'autoriser l'ouverture de bureaux du Tribunal sur leur territoire;

### III. Accord-cadre

7. Souligne que l'Accord-cadre et ses annexes engagent les parties à assurer à toutes les personnes qui relèvent de leur juridiction le niveau le plus élevé des droits de l'homme et des libertés fondamentales internationalement reconnus, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de leur personne;

8. Attend des parties qu'elles fassent en sorte que la cour constitutionnelle, la Commission des droits de l'homme pour la Bosnie-Herzégovine et ses deux organes, le Bureau du Médiateur et la Chambre des droits de l'homme, soient soutenus sans réserve et leurs décisions respectées;

9. Attend aussi des parties qu'elles coopèrent sans réserve avec les mécanismes internationaux dotés de mandats ayant trait aux droits de l'homme, y compris le Haut Représentant, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales, régionales et non gouvernementales;

10. Félicite le Haut Commissaire aux droits de l'homme pour les activités qu'il mène dans le cadre de l'application de l'Accord de paix, en particulier en dispensant une formation aux observateurs internationaux, y compris aux membres des missions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'Equipe internationale de police, en développant

cette formation, en mettant les services d'experts en droits de l'homme à la disposition du Haut Représentant, en continuant de soutenir le travail du Rapporteur spécial et de l'expert chargé du dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues, et demande à tous les Etats de fournir au Haut Commissaire les ressources dont il a besoin;

11. Prie instamment toutes les organisations qui participent au contrôle des droits de l'homme, y compris l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Equipe internationale de police, de veiller à associer aux observateurs des droits de l'homme des personnes possédant des compétences en matière d'enquêtes et de travail auprès des victimes de violences sexuelles, et encourage le Haut Représentant à soutenir ces efforts dans le cadre de son rôle de coordination;

12. Reconnaît que des prisonniers ont été libérés, insiste sur le fait que toutes les parties doivent continuer de respecter l'engagement pris au titre de l'Accord de paix de libérer sans retard tous les civils et combattants détenus dans le cadre du conflit, et exige des parties qu'elles coopèrent sans réserve avec le Comité international de la Croix-Rouge à cet égard;

13. Rappelle le rapport, décrit lors de la Conférence de Londres, entre le respect par les parties des engagements contractés au titre de l'Accord de paix et la disposition de la communauté internationale à affecter des ressources à la reconstruction et au développement;

14. Insiste sur le fait que les parties, conformément à l'Accord de paix (annexe 7, art. 5), doivent donner des informations par le truchement des mécanismes de recherche du Comité international de la Croix-Rouge, sur toutes les personnes dont on est sans nouvelles;

#### IV. Edification de l'avenir

15. Souligne que la responsabilité de la promotion d'élections libres, régulières et démocratiques, qui doivent se tenir sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres organisations internationales, en vue de poser les fondements d'un gouvernement représentatif et d'assurer la réalisation progressive des objectifs démocratiques et l'édification d'une société tolérante, pluriethnique, incombe au premier chef au peuple de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, en particulier par l'intermédiaire de son gouvernement central et des gouvernements des entités ainsi que notamment des communautés



religieuses, des organisations humanitaires et des organisations non gouvernementales;

16. Insiste sur le fait que les parties doivent respecter leurs engagements de promouvoir et de protéger les institutions démocratiques de gouvernement à tous les niveaux dans leur pays respectif, d'assurer la liberté d'expression et la liberté de la presse, de permettre et d'encourager la liberté d'association, y compris pour ce qui est des partis politiques, et de garantir la liberté de circulation;

17. Exhorte la communauté internationale à soutenir ces efforts et, en particulier, la promotion d'institutions démocratiques en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine et en République de Croatie, entre autres en améliorant l'administration de la justice et le fonctionnement de médias libres et en encourageant une culture de respect des droits de l'homme;

18. Encourage tous les gouvernements à répondre favorablement à l'Appel commun révisé d'institutions des Nations Unies en faveur de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la République fédérative de Yougoslavie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de la Slovénie lancé en vue d'aider les réfugiés, les personnes déplacées et les autres personnes touchées par la guerre à reconstruire leur vie, en particulier en soutenant les activités proposées par le Haut Commissaire aux droits de l'homme;

19. Encourage également tous les gouvernements à répondre favorablement à l'Appel commun lancé par le Haut Représentant, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Conseil de l'Europe en vue d'alimenter en contributions volontaires le fonds de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe créé pour financer la Commission des droits de l'homme pour la Bosnie-Herzégovine, d'autres institutions judiciaires et les élections qui se tiendront dans cet Etat;

#### V. Mesures à prendre immédiatement

20. Accueille avec satisfaction l'évolution positive de la situation qui contribue à réduire les violations des droits de l'homme dans la région, notamment l'accès plus facile accordé au Comité international de la Croix-Rouge et à d'autres organisations humanitaires, la coopération accrue de toutes les parties avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'ouverture de bureaux extérieurs du Centre pour les droits de

l'homme en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et en Slavonie orientale;

21. Prie instamment les Gouvernements de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), de l'Etat de Bosnie-Herzégovine et les autorités de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la Republika Srpska de faciliter, avec l'aide de la communauté internationale, le retour dans leur foyer des réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions de sécurité et de dignité, en honorant scrupuleusement les engagements contractés au titre de l'Accord de paix en ce qui concerne les droits de l'homme et les problèmes de réfugiés (annexes 6 et 7);

22. Demande au Gouvernement de la République de Croatie de respecter scrupuleusement les droits de la population serbe locale, y compris son droit de rester, de partir ou de revenir dans des conditions de dignité et de sécurité, de continuer à offrir aux organisations humanitaires l'accès à cette population, et de créer des conditions propices au retour des personnes qui ont quitté leur foyer, y compris sous la contrainte, comme l'exige le Conseil de sécurité dans sa résolution 1009 (1995) du 10 août 1995, et d'engager énergiquement des poursuites contre les personnes soupçonnées d'avoir commis des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, tout en garantissant à toutes les personnes soupçonnées de tels crimes les droits à un procès équitable et à une représentation en justice;

23. Appuie sans réserve les plans de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental en vue de l'organisation du retour dans des conditions de dignité et de sécurité des réfugiés croates et autres que serbes qui ont été expulsés de force de chez eux;

24. Engage vivement les Gouvernements de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), de la République de Croatie et de l'Etat de Bosnie-Herzégovine et les autorités de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la Republika Srpska à prendre immédiatement des mesures efficaces pour instaurer la confiance entre les populations afin d'empêcher de nouveaux exodes massifs de populations, demande à la Republika Srpska et à la Fédération d'adopter des lois d'amnistie et déplore les rapports faisant état d'arrestations en violation de la loi d'amnistie adoptée par l'Etat de Bosnie-Herzégovine;

25. Engage vivement les autorités de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à abroger tout texte de loi discriminatoire et à appliquer tous les autres textes de loi sans discrimination, à libérer tous les détenus politiques, à permettre le libre retour au Kosovo des réfugiés albanais de souche, et à prendre les mesures voulues pour respecter scrupuleusement tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris la liberté de la presse, la liberté de circulation et le droit de ne pas faire l'objet de discrimination dans le domaine de l'éducation et de l'information, à mettre un terme à la discrimination contre les personnes qui appartiennent à une minorité ethnique, nationale, religieuse ou linguistique et à garantir scrupuleusement leurs droits;

26. Exige instamment que les autorités de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) prennent immédiatement des mesures pour mettre un terme à la répression contre les populations non serbes du Kosovo et empêcher qu'elles ne soient victimes de violences, y compris d'actes de harcèlement, de brutalités, de tortures, de fouilles injustifiées, de détentions arbitraires, de procès en l'absence des garanties d'une procédure régulière, d'expulsions et de licenciements arbitraires et injustifiés, et respectent aussi les droits des personnes qui appartiennent à des groupes minoritaires au Sandjak et en Voïvodine et des personnes membres de la minorité bulgare;

27. Exige aussi instamment que la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) permette aux Albanais de souche du Kosovo de participer pleinement à la vie du Kosovo sans discrimination et de jouir des droits politiques et des droits relatifs à l'éducation, y compris en permettant l'instauration d'institutions démocratiques, et en reconnaissant leur droit de chercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées par quelque moyen d'information que ce soit et, en particulier, qu'elle améliore la situation des femmes et des enfants albanais de souche et permette à des observateurs internationaux de suivre sur place la situation des droits de l'homme au Kosovo;

28. Demande de nouveau à toutes les parties en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'engager un dialogue de fond, d'agir avec la plus grande retenue et de régler les différends par des moyens pacifiques et dans le respect scrupuleux des droits de l'homme, et demande tout spécialement à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

de poursuivre le dialogue avec les représentants des Albanais de souche du Kosovo;

29. Souligne qu'une meilleure promotion et une meilleure protection des droits de l'homme et des libertés politiques au Kosovo et dans le reste de son territoire ainsi qu'une coopération avec le Tribunal aideront la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à établir des relations dans tous les domaines avec la communauté internationale;

#### VI. Coopération et coordination

30. Demande à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), la République de Croatie et l'Etat de Bosnie-Herzégovine d'assurer l'accès de leur territoire sans entrave ni restriction à toutes les institutions intéressées par l'application de la présente résolution, y compris aux organisations non gouvernementales;

31. Demande aux Gouvernements des territoires qui relèvent du mandat du Rapporteur spécial de coopérer avec elle et de lui fournir régulièrement des informations sur les mesures qu'ils prennent pour appliquer ses recommandations;

32. Prie instamment tous les organes intéressés par la situation dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie et la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et par l'application de l'Accord de paix, entre autres les organes compétents des Nations Unies, le Haut Représentant, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de coordonner étroitement leurs activités et d'échanger en permanence toutes les informations pertinentes qui se trouvent en leur possession sur la situation dans ces territoires, en particulier par l'intermédiaire du Centre de coordination des droits de l'homme créé à cet effet;

#### VII. Personnes portées disparues

33. Félicite l'expert, membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour son rapport sur le dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues sur le territoire de l'ex-Yougoslavie (E/CN.4/1996/36);

34. Appelle l'attention sur la nécessité de s'employer immédiatement et de toute urgence à faire la lumière sur le sort des personnes disparues, y compris dans les cas où d'autres moyens de déterminer ce qu'il est advenu des personnes disparues se sont avérés infructueux et sur la recommandation

d'experts qualifiés selon lesquels l'exhumation constituera un moyen efficace de régler des cas qu'il y a fort peu de chances de résoudre autrement, l'examen éventuel par ces experts d'emplacements de charniers ou de lieux où il se serait produit des exécutions arbitraires ou l'assassinat de milliers de personnes, en particulier à proximité de Srebrenica, de Zepa, de Prijedor, de Sanski Most et de Vukovar, et sur la transmission de toute découverte aux familles des disparus; et

a) demande que l'expert membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, parallèlement au mandat qui lui a été imparti aux fins du dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie et la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), le Tribunal international, le Haut Représentant, le Rapporteur spécial et le Comité international de la Croix-Rouge coordonnent leurs efforts à cet effet, dans le cadre de leur mandat respectif, en particulier par l'intermédiaire du Groupe d'experts pour les questions relatives aux exhumations et aux personnes disparues, créé sous l'autorité du Haut Représentant, et établissent un plan d'ensemble pour traiter de cette question dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine comme en République de Croatie;

b) souligne à cet égard la nécessité de créer une base de données ante mortem pour faciliter l'identification des défunts avant d'envisager des exhumations massives;

c) rappelle l'engagement pris par la Force de mise en oeuvre d'assurer un environnement sûr pour que ces tâches puissent être menées à bien;

d) rappelle vivement aux parties l'engagement qu'elles ont pris à Rome le 17 février 1996 d'assurer sans restriction l'accès aux lieux dont il est question plus haut;

e) exige de toutes les parties qu'elles s'abstiennent de toute action visant à détruire, modifier, dissimuler ou endommager tout élément de preuve de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et qu'elles préservent ces éléments de preuve;

f) exige aussi des parties qu'elles coopèrent sans réserve avec l'expert chargé du dispositif spécial, le Groupe d'experts et le Groupe de travail du Comité international de la Croix-Rouge pour la recherche des personnes portées disparues dans le cadre du conflit sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine, en fournissant toutes les informations pertinentes pour

aider à déterminer ce qu'il est advenu des personnes disparues, conformément aux obligations qu'elles ont contractées au titre de l'Accord de paix;

35. Rappelle au Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) qu'il a la responsabilité d'enquêter sur les disparitions forcées, d'améliorer sa coopération avec la République de Croatie et l'Etat de Bosnie-Herzégovine pour retrouver la trace des personnes disparues et fournir des renseignements détaillés et précis à ce sujet, demande au Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de rester fidèle à l'accord bilatéral conclu avec la République de Croatie à cet effet, d'accepter des accords bilatéraux similaires avec l'Etat de Bosnie-Herzégovine et de répondre positivement aux efforts de l'expert chargé du dispositif spécial, y compris en assistant à des réunions intergouvernementales de haut niveau à cet effet;

36. Demande à l'expert chargé du dispositif spécial de prendre les mesures voulues pour obtenir le soutien nécessaire, y compris l'assistance financière, aux activités du Groupe d'experts, et demande à la communauté internationale de fournir les moyens nécessaires à cette entreprise;

37. Recommande à cet effet que le Haut Commissaire aux droits de l'homme fournisse, par le biais des mécanismes de financement volontaire existants, les moyens d'aider l'expert chargé du dispositif spécial à obtenir l'assistance financière nécessaire;

38. Décide de proroger d'un an le mandat de l'expert chargé du dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues et le prie de continuer à lui faire rapport à ce sujet;

39. Prie le Secrétaire général de continuer à fournir au dispositif spécial pour l'examen du problème des personnes disparues les ressources dont il a besoin de façon à ce qu'il puisse s'acquitter de ses fonctions sans interruption et avec diligence;

#### VIII. Rapporteur spécial

40. Salue les efforts déployés par l'ancien comme par l'actuel Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie et la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), accueille avec satisfaction le rapport du Rapporteur spécial, et demande aux Gouvernements de ces Etats de continuer à soutenir le travail du Rapporteur spécial;

41. Prend acte avec inquiétude du fait que les recommandations antérieures du Rapporteur spécial n'ont été appliquées qu'en partie et prie instamment les parties, tous les Etats et les organisations compétentes de leur prêter immédiatement attention;

42. Prie instamment les Etats Membres de prendre en considération la recommandation du Rapporteur spécial tendant à ce que l'octroi d'une aide importante à la reconstruction à l'Etat de Bosnie-Herzégovine soit subordonné au respect manifeste des droits de l'homme, et souligne à cet égard la nécessité de coopérer avec le Tribunal international;

43. Recommande que le Haut Commissaire aux droits de l'homme conserve des bureaux dans l'ex-République yougoslave de Macédoine afin de continuer à coopérer et à dialoguer avec le Gouvernement de ce pays;

44. Prie le Rapporteur spécial, en plus des activités dont il est chargé aux termes de sa résolution 1994/72, du 9 mars 1994, et pour resserrer la coordination avec d'autres intervenants dans le domaine des droits de l'homme et promouvoir la réconciliation entre les parties :

a) d'élaborer un plan en vue de l'établissement de rapports sur la situation des droits de l'homme dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine, eu égard en particulier aux violations des droits de l'homme qui continuent d'y être commises;

b) de soutenir les efforts du Haut Représentant pour faire rapport sur l'application de l'Accord de paix en fournissant des informations et en formulant des recommandations sur le respect des volets de l'Accord qui concernent les droits de l'homme;

c) de continuer à établir un aperçu de la situation des droits de l'homme depuis 1991 en coordination avec les organisations de défense des droits de l'homme compétentes et le Tribunal international;

45. Décide de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial tel qu'il a été révisé dans la présente résolution, et prie le Rapporteur spécial de poursuivre ses efforts d'une importance capitale, en particulier en effectuant des missions :

a) dans l'Etat de Bosnie-Herzégovine;

b) en République de Croatie;

c) en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), en particulier au Kosovo, ainsi qu'au Sandjak et en Voïvodine;

et de continuer à soumettre des rapports périodiques à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, et décide de prier le Secrétaire général de continuer à mettre les rapports du Rapporteur spécial à la disposition du Conseil de sécurité et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et à échanger des informations et des conseils sur la situation des droits de l'homme dans les territoires visés par son mandat avec le Haut Représentant, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et les autres organisations compétentes;

46. Prie instamment le Secrétaire général, dans la limite des ressources existantes, de mettre toutes les ressources nécessaires à la disposition du Rapporteur spécial pour qu'elle s'acquitte avec succès de son mandat et, en particulier, de mettre à sa disposition suffisamment de personnel en poste dans ces territoires pour lui permettre de continuer à y contrôler efficacement la situation des droits de l'homme et à coordonner son action avec celle des autres organes des Nations Unies intéressés;

47. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-troisième session au titre des mêmes points de l'ordre du jour.

-----